

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15 QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/312 HABITAT PRIVE - OPAH RU LA SEYNE-SUR-MER - MODIFICATION DE LA DECISION N°24/341 DU BUREAU METROPOLITAIN DU 03 JUIN 2024 "AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT DE 58 346,92 € DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT"		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/312

BUREAU DU 2 JUIN 2025

**O B J E T : HABITAT PRIVE - OPAH RU LA SEYNE-SUR-MER -
MODIFICATION DE LA DECISION N°24/341 DU
BUREAU METROPOLITAIN DU 03 JUIN 2024 "AIDES
OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES DE LOGEMENTS
PRIVES POUR UN MONTANT DE 58 346,92 € DANS LE
CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT"**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 7 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU les délibérations n°17/12/267 du 19 décembre 2017, n°18/05/179 du 22 mai 2018, n°18/11/346 du 23 novembre 2018 et n°19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n°18/11/347 du 23 novembre 2018 portant création de la nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019-2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer,

VU la délibération n°23/12/018 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 portant création des autorisations de programme, relatives aux opérations mises en œuvre dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat,

VU la décision n°24/341 du Bureau Métropolitain du 3 juin 2024 octroyant des aides à des propriétaires dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la convention OPAH-RU – Convention d'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019/2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer avec les différents partenaires, signée le 13 décembre 2019,

VU la convention de financement entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 27 mai 2019, dans le cadre de convention OPAH-RU – Convention d'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019-2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer fixant les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région PACA et les conditions dans lesquelles celle-ci remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'octroi du 30 avril 2024 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires ci-après présentés,

VU les conventions ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de ses compétences en matière de Politique Locale de l'Habitat et de Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par le déploiement et l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain "Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer" 2019/2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que ces outils ont pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les propriétaires occupants et bailleurs, ainsi que les copropriétés dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle a été constatée dans la décision n°24/341 du Bureau Métropolitain du 3 juin 2024 concernant le montant des aides octroyées à la SARL CC CONSULTING représentée par Monsieur Jérôme FOURTANIER, pour un montant de 9 449,50 €,

CONSIDERANT que la SARL CC CONSULTING, représentée par Monsieur Jérôme FOURTANIER, peut en effet bénéficier d'aides pour un montant de 10 456,50 € ainsi que de la prime vacance de 3 000 €,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE MODIFIER l'article 2 de la décision n°24/341 du Bureau Métropolitain en date du 3 juin 2024 pour les deux lignes concernant les aides octroyées à la SARL CC CONSULTING représentée par Monsieur Jérôme FOURTANIER et la ligne du montant total ainsi que les conventions afférentes.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer, avec la SARL CC CONSULTING représentée par Monsieur Jérôme FOURTANIER, les conventions ci-annexées, d'un montant maximum de 13 456,50 € (au lieu de 9 449,50 €), ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes.

COMMUNE	CATEGORIES	NOMS	ADRESSE	MTPM Ancien Montant	MTPM nouveau montant	TOTAL REGION TPM 2025
LA SEYNE-SUR-MER	Réhabilitation et rénovation énergétique	SARL CC CONSULTING	7 rue Evenos R+1	4 737,50	6 817,50	6 817,50
LA SEYNE-SUR-MER	Réhabilitation et rénovation énergétique	SARL CC CONSULTING	7 rue Evenos R+2	4 712,00	6 639,00	6 639,00
TOTAL				9 449,50 €	13 456,50 €	13 456,50 €

ARTICLE 4

DE DIRE que le montant maximum des aides octroyées dans le cadre de la décision initiale s'élève à présent à 62 353,92 € (au lieu de 58 346, 92 €) et que le reste de la décision n°24/341 du Bureau Métropolitain en date du 3 juin 2024 reste inchangé.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2025 :

- Opération 5124 (AP PLH PARC PRIVE – OPAH), article 20422 ;
- Opération 5128, article 45812 pour l'avance.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET LA SARL CC CONSULTING EN
VUE D'UNE REHABILITATION ET RENOVATION ENERGETIQUE D'UN
APPARTEMENT R+1 SITUÉ AU 7 RUE EVENOS SUR LA COMMUNE DE LA
SEYNE-SUR-MER
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son
Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SARL CC CONSULTING,
Représentée par Monsieur Jérôme FOURTANIER demeurant,
10 rue de la Reine Astrid 13 090 Aix-en-Provence
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne-sur-Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Hyères Les Palmiers, Toulon et La Seyne-sur-Mer, ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention signée en date du 23 janvier 2019. En effet, cette convention fixe les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées.

Considérant que le projet du propriétaire désigné à l'Article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1er : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet de réhabilitation et de rénovation énergétique d'un appartement en R+1.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année 2025 et sur la base de ce budget prévisionnel, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une prime d'un montant maximum de : **6 817,50 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le maître d'ouvrage à **19 549,15 €TTC**.

Le montant global des subventions s'élève à : **6 817,50 €**.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à **12 731,65 €**.

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Propriétaire

La SARL CC CONSULTING
Représentée par Monsieur Jérôme
FOURTANIER

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET SARL CC CONSULTING EN VUE
D'UNE REHABILITATION ET RENOVATION ENERGETIQUE D'UN
APPARTEMENT EN R+2 SITUÉ AU 7 RUE EVENOS SUR LA COMMUNE DE
LA SEYNE-SUR-MER
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son
Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

LA SARL CC CONSULTING,
Représentée par Monsieur Jérôme FOURTANIER demeurant,
10 rue de la Reine Astrid 13 090 Aix-en-Provence
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne-sur-Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Hyères Les Palmiers, Toulon et La Seyne-sur-Mer, ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention signée en date du 23 janvier 2019. En effet, cette convention fixe les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées.

Considérant que le projet du propriétaire désigné à l'Article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet de réhabilitation et de rénovation énergétique d'un appartement en R+2.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année 2025 et sur la base de ce budget prévisionnel, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une prime d'un montant maximum de : **6 639,00 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le maître d'ouvrage à **18 293,70 € TTC**.

Le montant global des subventions s'élève à : **6 639,00 €**.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à **11 654,70 €**.

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Propriétaire

La SARL CC CONSULTING
Représentée par Monsieur Jérôme
FOURTANIER